



Les leçons de crise politique malienne

Par [Leslie Varenne](#)

Mondialisation.ca, 18 juillet 2020

[Iveris](#) 16 juillet 2020

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Après l'élection présidentielle d'août 2018, les Maliens arpentaient la rue pour crier à la fraude et contester la victoire d'IBK. Ce qui se joue aujourd'hui au Mali n'est que la poursuite de cette crise postélectorale. Un cas d'école à méditer à l'aube de scrutins cruciaux en Afrique...

Le climat à Bamako et dans d'autres villes à l'intérieur du pays, comme Kayes, Ségou, Mopti ou Sikasso, est insurrectionnel, certaines routes sont coupées, les administrations tournent au ralenti. Le bilan officiel des manifestations demandant la démission du Président depuis le vendredi 10 juillet fait état de onze morts, plus d'une centaine de blessés, des infrastructures endommagées, comme l'Assemblée nationale et la télévision publique (ORTM). Cette situation rappelle celle qui avait précédé [la chute du Président Moussa Traoré en 1991](#). À l'heure où ces lignes sont écrites, un calme précaire semble revenu, la manifestation prévue vendredi prochain a été annulée pour laisser place à un hommage aux morts. Une mission de bons offices de la Cedeao tente de trouver une sortie de crise. Toutefois, il est difficile de prédire l'avenir à très court terme. Le Président Ibrahim Boubacar Keïta, dit IBK, arrivera-t-il à se maintenir au pouvoir ? Si oui, à quel prix ? Si non, qui sera en mesure de prendre la tête d'une transition ?



Manifestation à Bamako en août 2018 pour contester les résultats de l'élection présidentielle

Cette crise politique qui engendre une déstabilisation d'un pays épicerie de la guerre au Sahel est la conséquence logique de l'élection présidentielle d'août 2018. En 2013, IBK avait été élu à la loyale dans des conditions de vote relativement crédibles et transparentes. Mais après cinq ans de mandat, où les Maliens avaient vu leurs conditions de vie, les situations politiques et sécuritaires, avec la naissance d'un nouveau foyer de violence dans le centre du Mali, se détériorer jour après jour, la réélection du Président sortant n'était pas acquise. Ce scrutin s'est déroulé dans des circonstances fort contestables, IBK a été déclaré vainqueur au deuxième tour avec 67% des voix, mais toute l'opposition s'est unie pour contester ces résultats. [Malgré cela et la crise postélectorale qui commençait](#), les Présidents Emmanuel Macron et Macky Sall, le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, et le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian se sont précipités pour reconnaître la victoire d'Ibrahim Boubacar Keïta, avant même le verdict de la Cour constitutionnelle. Un malheur malien en chassant un autre, d'aucuns ont voulu croire que cette crise postélectorale était terminée, or il n'en était rien, le feu couvait toujours sous la cendre. IBK n'a jamais eu de réelle légitimité pour ce mandat-là. L'insurrection malienne ne devrait donc étonner ni les chancelleries occidentales ni les institutions internationales.

À la veille de cinq élections présidentielles cruciales en Afrique de l'Ouest, les événements qui se déroulent actuellement au Mali devraient faire réfléchir cette « *communauté internationale* ». En validant des scrutins insincères et en choisissant la stabilité à court terme, celle-ci installe le désordre à moyen et long terme tout en piétinant, au passage, la démocratie à laquelle elle se dit pourtant si attachée.

Au nom du fils

En outre, sachant qu'il ne devait pas son fauteuil aux suffrages des Maliens mais à la bienveillance de ladite communauté internationale, IBK n'a ni pris en compte le carton rouge brandi par les électeurs ni écouté les récriminations de la rue. Il a continué à gouverner avec son clan, sans se préoccuper du sort des populations qui manquaient de tout. Les affaires de corruption se sont enchaînées, après l'histoire de l'achat des « *avions qui ne volent pas* », il y a eu celle des « *blindés en carton* ». [Le Mali a vécu dans un état de crise permanent](#). Puis, le Président malien a tenu contre vents et marées à organiser les élections législatives alors que l'état sécuritaire du pays ne le permettait pas et que l'opposant Soumaïla Cissé avait été enlevé. Cerise sur le gâteau, la Cour constitutionnelle a changé les résultats des urnes en repêchant dix candidats du parti présidentiel. IBK a-t-il cru que la manœuvre allait passer une nouvelle fois ? Dans un premier temps, la communauté internationale s'est tue. Les Maliens, eux, n'ont pas supporté cette humiliation supplémentaire et ont ravivé le feu qui couvait sous la cendre.

Le Président Keïta a commis une autre erreur, celle de placer son fils au cœur du pouvoir, oubliant que les peuples détestent ces relents monarchiques et que cet « *amour filial* » précipite la chute des chefs d'État. Mouammar Kadhafi, Hosni Mubarak et Abdoulaye Wade l'ont appris à leurs dépens. Le 13 juillet, Karim Keïta a adressé une lettre à la nation dénonçant « *l'ambiance délétère* » autour de sa personne tout en regrettant que « *rien ne lui ait été épargné* ». Dans la foulée, il a démissionné de son poste à la présidence de la Commission Défense de l'Assemblée nationale. Il n'est pas certain que ce geste soit suffisant pour calmer les rancœurs de la population envers « *le fils de...* ».

Au nom de Dieu

La coalition M5-RPF qui mène la contestation est un attelage hétéroclite dans lequel se

retrouvent des hommes politiques et de la société civile de tous bords. Entre toutes ces personnalités, il n'y a aucune convergence politique ni idéologique, un seul mot d'ordre les unit : « *IBK démission* ». La figure de proue de cet aréopage est Mahmoud Dicko, un imam salafiste formé en Arabie saoudite. C'est lui le personnage charismatique qui déplace les foules, les autres forces se rangeant derrière lui en espérant bénéficier de sa popularité et de sa force de frappe. Pour autant, les Maliens ne manifestent pas au nom de Dieu ni de la charia, ils veulent vivre tout simplement : manger, se soigner, envoyer leurs enfants à l'école, avoir de l'eau et de l'électricité et ne plus se coucher en se demandant si le lendemain ils seront encore vivants. Ils veulent moins de corruption et plus de démocratie. Des demandes pour le moins raisonnables en ce XXI^{ème} siècle.

Que se passera-t-il si IBK n'arrive pas à calmer les manifestants et à se maintenir au pouvoir ? Qui dirigera une transition ? À cette heure, c'est encore une grande inconnue. Quoi qu'il arrive, l'imam Dicko est devenu un personnage incontournable sur la scène politique malienne et rien ne se fera sans lui. Il a acquis une stature en partie par sa gestion intelligente de cette crise, mais surtout à cause des multiples erreurs commises par le Président Keïta. Des annonces tardives et peu claires, comme la dissolution du Conseil constitutionnel et surtout la répression démesurée ont fait le lit du religieux. L'imam sait qu'il est scruté de près par la communauté internationale. Il n'était, très opportunément, pas présent à la manifestation du 10 juillet qui a dégénéré. Et le voilà aujourd'hui grand seigneur, à appeler au calme en chœur avec l'ONU, l'UA et l'UE.

Outre que personne ne connaît le véritable agenda de l'imam Dicko et de ses amis saoudiens et émiratis, l'importance qu'il prend au Mali ne sera pas sans poser de problèmes. Les autres communautés musulmanes, majoritairement soufies, risquent de se sentir menacées, ainsi qu'une grande partie de la société civile attachée à un État laïc. Les mêmes qui manifestent avec lui aujourd'hui risquent fort de défiler contre lui demain...

Leslie Varenne

Cette note d'analyse a été publiée sur le site du journal en ligne [Sputnik](#)

La source originale de cet article est [Iveris](#)

Copyright © [Leslie Varenne](#), [Iveris](#), 2020

Articles Par : [Leslie Varenne](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca